

1979-2007

# Il était une

**La fraude électorale n'est pas une vue de l'esprit de citoyens assoiffés plus que de raison de démocratie. Ni une revendication récurrente et itérative d'une opposition en mal de programme politique. Elle ne relève pas non plus du registre folklorique, si prisé chez nous, comme de nombreux cercles du pouvoir et de formations politiques tentent de le faire croire aux millions de citoyens électeurs algériens à la veille et au lendemain de chaque rendez-vous électoral, en criant au feu et au loup, avant de se murer dans un silence complice, conscient ou inconscient, jusqu'à l'échéance électorale suivante.**

## Dossier réalisé par M'hand Kacemi

La fraude électorale constitue partout où elle se pratique, toujours illégalement faut-il le rappeler, une violence politique majeure qui inscrit son action corrosive au cœur même des ressources et «processus démocratiques», qu'elle corrompt, enlaidit, déprave, tout particulièrement les modes électoraux apparentés au suffrage universel, qui restent, pour le moment et en attendant mieux, les instruments cardinaux qui matérialisent le mieux les règles, le jeu et les pratiques démocratiques des Etats modernes.

En Algérie, elle constitue désormais et depuis au moins l'ouverture du champ politique au pluralisme politique en 1989 la première des violences faites à la nation. Nous sommes même en droit d'affirmer, quelque peu gênés il est vrai aux encoignures, plus de vingt ans plus tard, et en mesurant nos mots, qu'elle est devenue par son caractère insidieux et amoral largement inscrite dans la durée, presque aussi grave que celle du terrorisme !

La fraude électorale a en effet, d'un scrutin à un autre, fini par prendre un caractère de moins en moins supportable. Son caractère récurrent, incorrigible, massif, parfois carrément grossier et violent, atteste de la fragilité et du caractère aventureux, délétère et fondamentalement hypocrite des processus de l'Etat de droit qu'elle déclare vouloir porter, promouvoir, quand ce n'est pas pour les «vendre» au premier des nombreux bazars électoraux qui prolifèrent, jour après jour, aux quatre points cardinaux du pays. Malgré toutes les mesures en trompe-l'œil initiées depuis la reprise du processus électoral interrompu en 1991 (commissions «indépendantes» de surveillance, participation des formations politiques au contrôle, remise de P-V des résultats...), la fraude dure et perdure. Avec elle perdurent les atteintes à des droits politiques fondamentaux, notamment le droit de participer aux élections

selon le système du suffrage universel, le droit de prendre part au gouvernement et à la direction des affaires publiques, tant au niveau national que local.

La fraude demeure ainsi une des dernières et ultimes armes privilégiées du conservatisme politique, d'un système en obsolescence avancée, incarné désormais par une troïka échangeant en catimini et au gré des scrutins qui se suivent et se ressemblent les voix de plus en plus virtualisées parce que devenues rares, se résumant à des chiffres sortis tout droit des éprouvettes in vitro du pouvoir du moment, sans âme citoyenne, exhibés par une «Alliance présidentielle» comme des trophées de la guerre secrète qu'elle livre à sa société.

Une alliance cultivant encore cette éculée conception de l'Homme et de la Cité qui s'appuie sur les allégeances, l'autoritarisme et la corruption généralisée sous toutes ses formes. Elle est par son caractère d'injustice répétée à satiété la «hchouma» nationale majeure qui continuera d'attiser les colères et les révoltes de ce qui reste d'hommes et de femmes honnêtes atteints dans leur dignité de citoyens. La fraude électorale est un déni de démocratie et un défi à la citoyenneté. En faisant se confondre de manière de plus en plus grossière et visible à l'œil nu intérêts particuliers et mandat électif, elle constitue une entrave au développement économique et au bien-être économique, social, culturel et politique du pays et de la nation.

A l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de notre pays, moment propice aux évaluations matures et responsables, qui concorde précisément avec la tenue au printemps et en automne de deux rendez-vous électoraux dont tout indique qu'ils seront historiques, il nous a semblé utile d'aller à la chasse à la fraude électorale, là où des données officielles la signalent et l'affichent le mieux. Surprise sur prise : le premier de ces supports «inédits» est, comble de l'ironie, le *Journal officiel* de la République



Photo : Samir Sid

algérienne démocratique et populaire ! Un journal pas comme les autres, par son statut d'abord et ensuite par la symbolique de son demi-siècle d'existence, exactement le même âge, jour pour jour, que l'Algérie.

Qu'on ne s'y trompe surtout pas : la fraude n'est pas seulement une affaire de l'Etat algérien, espèce de Docteur Folamour autiste, dans son bunker régulant dans la solitude des longues nuits électorales, la douce alchimie et la complexe arithmétique de ses chiffres au gré des fluctuations à la hausse et à la baisse des conjonctures politiques. Tous les grands partis politiques qui ont eu à un moment ou à un autre la possibilité de «mettre la main» dans... l'urne sans être vus ou pris l'ont fait goulûment et sans retenue.

Les exemples que nous vous proposons dans notre dossier «La fraude électorale dans les colonnes... du *Journal officiel*» le montrent avec suffisamment d'éloquence et chiffres officiels à l'appui : le FLN, quand il était désespérément unique avant 1988 ou quand il tenta à partir de 2002 de le re-devenir, le FIS quand il se sentait «démocratiquement» hégémonique entre 1989 et 1991 et le RND, l'année de sa naissance en 1997, et enfin l'Etat lui-même à l'occasion des référendums de validation de ses options politiques majeures.

L'éradication de la fraude électorale représente plus que jamais le premier chantier d'assainissement politique national de l'heure, qu'il va falloir traiter au plus vite, avant qu'il ne soit tard, vraiment trop tard.

M. K.

## LA FRAUDE ÉLECTORALE BOULIMIQUE DU FLN

**Du temps où Chadli Bendjedid se faisait élire président de la République avec un taux de participation de 100% des «voix» de la communauté algérienne résidant à l'étranger !**

1979

**Regardez bien le fac-similé de cette page du *Journal officiel*<sup>(1)</sup> : ce qu'elle révèle est à proprement parler hallucinant ! Nous l'avons lue et relue des dizaines de fois. Nous nous sommes pincés les uns, les autres.**

Rien à faire ! Le chiffre officiel de la proclamation des résultats de l'élection du président de la République est bien là, têtue et rédigé à l'encre noire indélébile de la République, celle des magistrats de la Cour suprême de l'époque, instruits bien sûr, agissant en leur qualité de membres de la Commission électorale nationale : le frère Chadli Bendjedid (comme on disait à l'époque), secrétaire général du parti du Front de libération nationale et président de la République (titre officiel de l'époque) a réussi le miracle électoral que personne n'égale plus jamais, ni ici ni ailleurs : faire voter par une froide journée de février du siècle dernier, tous les ressortissants algériens disséminés à travers les cinq continents, c'est-à-dire l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, l'Europe, les pays arabes et les pays socialistes, comme tient à le préciser le JO à sa page suivante (p.138), au cas où les citoyens algériens ne connaîtraient pas la géographie de leur planète... de l'époque. Pas un seul malade, ni une seule femme qui aurait accouché la veille, ou encore un seul ivrogne qui serait perdu ou attardé la nuit précédant l'élection dans les rues de Paris ou l'une des nuits folles du Caire ou de Beyrouth, au point de rater son rendez-vous électoral du lendemain ! Tous les Algériens vivant à l'étranger sans exception (318 959 votants sur 318 959 inscrits) comme



Photo : Samir Sid

Chadli Bendjedid.

un seul homme, se sont acquittés de leur devoir «patriotique» électoral et 94,86% d'entre eux ont «offert» virtuellement leurs voix au «frère» futur Président ! Les autres chiffres de l'élection sont «rattrapés»... au vol : il faut que le taux de oui des «émigrés» jugé trop faible (sic) soit corrigé à la hausse : ce sera 96,23% avec l'intégration du «oui» massif des «nationaux» et le taux de participation national au scrutin (nationaux+émigrés) aligné : 95,14%. En ces temps bénis, ni l'abstention et encore moins les bulletins nuls, qui constituent le phénomène majeur le plus «parlant» des élections d'aujourd'hui, n'avaient droit de cité statistique au pays du FLN, parti unique.

Devant ce détournement franc et massif des dizaines de milliers de voix des Algériens résidant dans le monde pour satisfaire à la légitimité politique d'une élection présidentielle censée assurer la délicate transition entre l'Algérie de Boumediène et celle de Chadli Bendjedid, nous ne pouvons que tirer chapeau et ressentir une sincère et vraie sympathie pour les membres de la Commission nationale qui ont cru devoir insérer l'émouvante réserve suivante en guise de preuve de leur neutralité et de la «totale transparence» de l'opération électorale qu'ils ont supervisée. «Devant les contradictions existant entre P-V et état descriptif des résultats de Guelma, (...) la Commission électorale nationale a pris en considération les résultats communiqués télégraphiquement et confirmés par le wali concerné» !...

M. K.

(1) Page 137 du JORADP du 20 février 1979.